

JOURNAL OFFICIEL

FRANÇAIS DE LA LIBERTÉ

Jusqu'à nouvel avis le Journal Officiel Français de la Liberté se vend exclusivement au numéro

"L'éternelle vigilance est le prix de la Liberté"

Le Journal Officiel Français de la Liberté comprend: les textes Organiques, les Décisions, les Lois, les Décrets, les Arrêtés, les Circulaires et Règlements, divers documents.

sommaire:

Lettre du Comité National de la Liberté à la Presse française en date du 3 juin 2004	p 1 à 5
Déclaration du Comité National de la Liberté en date du 4 juin 2004 concernant la propagande française et la Presse Libre	p 6
Décision n°29 du 4 juin 2004 étendant la liste des personnes morales visées par la Décision n°6	p 6

Lettre du Comité National de la Liberté à la Presse française en date du 3 juin 2004

Journalistes,

Nous tenons par la présente à saluer Les Journalistes français aux prises avec un étatisme qui met en péril la Liberté de la Presse en France.

Nous connaissons leurs difficultés et surtout les pressions dont ils sont objets.

Nous remercions les Journalistes français d'avoir Respecter notre choix et cheminement, d'avoir su Respecter notre refus d'apparition publique qui aurait figé nos idées à des identités physiques.

C'est un choix dû aux méthodes de l'étatisme français et si apparition avait été faite, un "chantier" aurait été immédiatement engagé pour dé crédibiliser un individu et du même coup l'ensemble de nos choix.

Nous devons aussi agir avec extrêmement de vigilance car l'étatisme français est très puissant et n'hésite pas, à l'image du système soviétique, à l'utilisation de n'importe quel moyen pour se maintenir.

Les dernières révélations de charles pieri et ses rencontres avec le procureur bot peuvent nous faire comprendre la disparition de François Santoni et d'Armata Corsa.

Le procès en parallèle du fils de ce caïd corse à Lyon prouve que nous sommes face à une pièce de théâtre dans laquelle la Vérité n'a plus place.

Nous ne saurons jamais Vérité car qui peut instruire, si ce n'est un collègue fonctionnaire du procureur bot.

Et oui, il faut que chacun comprenne que la base de la Justice est la détermination de la Vérité, car comment rendre Justice si on se refuse à la Vérité.

Justice et Vérité sont liées dans l'inconscient collectif et c'est sur cette confusion que l'étatisme français, utilisant ces deux concepts, manipule l'ensemble de nos populations et réduit au silence toutes oppositions.

Quand on a vécu, par l'intérieur, une chaîne du faux, établie, construite, par des magistrats fonctionnaires qui prétendent rendre Justice, avec tout ce que cela représente dans l'inconscient collectif, alors il faut, soit avoir été entraîné pendant une Enfance martyre à la Résistance, soit on fait rapidement partie de ceux qui commettent leur propre meurtre ou de ceux qui consomment les antidépresseurs pour fuir ce qu'ils n'arrivent plus à comprendre.

Pire, le magistrat fonctionnaire français n'hésitera pas à s'en prendre au symptôme de votre Enfance de souffrance pour vous réduire au silence coûte que coûte.

Ce n'est plus comme dirait Altounian : "la double manifestation de la perversion de son bourreau : le crime et son déni!" C'est la perversion contre-signé dans l'indifférence totale par l'incapacité de la mettre à jour!

En ayant vécu ce genre de drame ignoble, on comprend comment la population d'un Pays atteint le plus haut taux de suicide et le plus haut taux de consommation d'antidépresseurs à l'image du système soviétique avec son alcoolisme général!

Mais le risque de ce genre de procédé ignoble est de transformer des agneaux en fauves et il ne peut y avoir apaisement qu'avec la garantie de la Libre expression et des Elections et le dédommagement de tous ceux qui ont subi!

Car ceux qui ont lu nos écrits et qui connaissent les rouages de l'appareil judiciaire français, son recrutement, sa cooptation, son communautarisme, savent dorénavant que l'immense majorité des magistrats fonctionnaires français se choisissent sur une rencontre instinctive caractérisée par une forme de psychopathie perverse liée à une économie mentale inconsciente.

Cette économie mentale inconsciente se définit particulièrement par l'intérêt de se mettre au service d'un système leur permettant d'assouvir quotidiennement des pulsions sadiques d'oppression liées au syndrome de castration et de bénéficier d'honneurs pour leur prévarication, ce qui décuple leur jouissance vis-à-vis de leurs victimes.

Nous ne le répéterons jamais assez, nul, ne peut instruire les crimes des magistrats fonctionnaires français!

Et sans parler de psychopathie perverse, il suffit qu'une magistrate soit atteinte d'une psychose du vernis à ongles rouge, symbole de "légèreté" dans sa maladie mentale par exemple, pour que le résultat du procès soit joué avant tout débat.

Alors, il faut comprendre que la volonté de vouloir gérer la Vie de l'Autre sans aucune légitimité, simplement par auto-proclamation du choix d'une "profession" (que l'on veut vous faire croire être une simple profession) et de se permettre d'entraver, de bafouer la Démocratie et la Libre expression, comme nous l'avons démontré depuis plus de dix ans, traduit bien que nous sommes face à des individus qui sont dangereux pour tous!

Face aux révélations de Charles Péri qui éclairent pour nous de façon tout à fait effrayante l'assassinat d'Amis, nous pourrions choisir d'entrer dans une Résistance politique par l'exécution de magistrats fonctionnaires français sans procès préalable, simplement par l'exercice, passé ou présent, de leur fonction.

Mais nous savons aussi que c'est ce choix que souhaite nous imposer l'appareil judiciaire fonctionnaire français, pire, nous entrerions pour nous, dans un processus de régression majeure vis-à-vis des Acquis de la Civilisation.

Et puis, nous ne souhaitons pas faire le "jeu" de ceux que nous soupçonnons depuis longtemps d'avoir organisé l'assassinat de nos Amis. Que messieurs Péri et Bot restent ensemble, sans nous!

Mais le "jeu" vient de loin et nous avons appris récemment, que, depuis l'origine de notre volonté publique de Juges élus, la magistrature fonctionnaire française avait choisi, froidement, de nous pousser vers un discours violent, en refusant notre accès à l'élection, pour justifier dans le même temps l'interdiction de diffusion de nos idées.

La magistrature fonctionnaire française avait accepté de prendre risque du développement d'une forme de terrorisme à terme, plutôt que de devoir se soumettre à la Démocratie!

La violence est souvent la résultante du silence imposé par la violation des termes mêmes, définis qui régissent le Vivre ensemble.

En entravant notre expression et notre accès aux élections, malgré l'affichage sociétal, les magistrats fonctionnaires français souhaitaient nous imposer une violence aveugle qui nous aurait dé crédibilisée!

Comme vous le savez nous avons un Idéal, celui de Liberté, et nous n'avons pas d'idéologie.

Notre constat de la Vie nous fait écarter les "systèmes" qui ne sont que des projections humaines pour obtenir un résultat, pour préférer de simples mécanismes!

L'être humain, pour nous, avec ses cinq sens comme les cinq doigts de la main ne peut avoir la prétention à imaginer, comprendre ou connaître dieu.

Notre seul Espoir, accepter ce que nous sommes, accepter l'immense chance que nous avons eue en naissant humain et accepter le sens même de la Vie.

Notre volonté est de tendre vers un Monde dans lequel le mal ou la souffrance ne serait plus qu'une possibilité nous permettant de conserver la conscience d'être, rien d'une secte ou d'une religion, simplement l'acceptation de notre responsabilité, donnée par notre forme d'existence, devant la Vie.

Dans nos sociétés modernes, l'élection sous toutes ses formes est l'une des mécaniques qui a permis l'émergence du sentiment d'être de chaque Individu. Son Libre arbitre, son Libre choix ont modifié profondément son sentiment d'appartenance par rapport aux groupes.

Il ne faut pas confondre sentiment d'être de l'Individu et montée de l'individualisme, l'individualisme est une forme d'égoïsme dont la montée ne vient que de la modification de la composition des familles.

Chacun sait le caractère particulier de l'aîné, modélisé par cette recherche inconsciente perpétuelle des sensations qu'il obtenait quand il était seul à bénéficier de la totalité de l'attention parentale.

Les Enfants suivants sont habitués au partage dès la naissance et la baisse du nombre d'Enfants dans les familles a modifié, de facto, les proportions, entraînant l'augmentation dans nos sociétés de l'individualisme.

La théorisation ne peut être acceptée qui si on accepte sa remise en cause perpétuelle permettant de perpétuellement accepter son bien-fondé ou de découvrir ce qui justifie un écart!

Il est bien sur important de bien évaluer le fondement des théories. Quand, par exemple, dans la relation amoureuse, on croit pouvoir "théoriser" que l'homme est resté chasseur depuis 400.000 ans et que, dans le même temps, on nous explique que la compagnie de son chien a modifié le comportement humain en 4 000 ans, il est manifeste qu'il y a un problème de fond.

En réalité, l'homme est attiré par une représentation inconsciente de surmonter l'interdit de l'inceste, celle qui se refuse symbolisant cet état de fait et l'Espoir de pouvoir le surmonter le faisant devenir du même coup, l'égal du père!

Le principe de l'élection est une mécanique sociétale fondamentale et son corollaire est la Libre expression.

Il est vrai, nous ne parlons même pas de conviction mais seulement de constatation. A chaque fois qu'il y a élection à quelque niveau que ce soit de la Vie collective, il y a amélioration de la Vie sociétale.

Nous sommes pour des Juges élus et légitimes, simple choix de Vie sociétale pour que les corrections se fassent au quotidien.

Nous savons aussi que beaucoup de Journalistes français sont attachés à la Démocratie et que depuis les grands mouvements récents dans la Presse, leur Liberté est en péril.

Le plus souvent dorénavant, la Presse française est liée à des groupes industriels dont la base économique est des commandes de l'état intitulé : "république française", dessinant un étato-capitalisme le plus dur, dont les fondations sont la complicité et la connivence avec pour socle : l'appareil judiciaire fonctionnaire!

Avec les élections européennes qui approchent, nous serons une fois encore réduits au silence!

Beaucoup de Journalistes français nous ont tendu une main, mais nous avons aussi responsabilité de ne pas les entraîner dans des difficultés très lourdes.

Celui qui se refusera sera "accroché" dans le cadre d'un "chantier" par l'appareil judiciaire fonctionnaire français qui en le dé crédibilisant, le réduira au silence du même coup.

Chacun d'entre nous a des ennemis, des jaloux, des gens qui ne vous aiment pas, parce que vous êtes "différents", plus riche, plus sympathique ou autres motifs, alors, l'appareil judiciaire fonctionnaire ressortira un dossier, dépôt de plainte, vieille histoire, une "affaire" de moeurs, quelque chose pour "accrocher" l'Autre et le réduire au silence. Car, ne l'oubliez pas, l'appareil judiciaire fonctionnaire est seul à prétendre déterminer "vérité".

On ira jusqu'à fouiller votre Vie intime pour essayer de faire pression coûte que coûte, quitte à utiliser les symptômes de vos propres souffrances pour tenter de vous détruire de façon définitive!

Pire, de temps en temps, ce n'est pas l'individu lui-même qui est "accroché", mais on l'"accroche" par ricochet, par sa famille, ses proches, l'Entreprise de Presse dans laquelle il travaille ou même son rédacteur en chef.

Allusions feutrées et menaçantes qui réduits au silence les vellétés!

Expérience que nous avons vécue à multiples reprises ou ceux qui nous soutenaient ont été "accrochés" comme l'ancien président de la CGEPME qui en une semaine a dû quitter son poste et arrêter diverses publications.

Pour certains, on leur a monté des "chantiers", c'est à dire des accusations bidons qui ont détruit leur vie et qui ont nécessité des années de lutte pour pouvoir prouver l'"erreur" judiciaire dans un désert quand il ne leur restait plus rien de leur vie!

D'autres sont achetés, mêmes à leur insu, comme Jean Claude Delarue dont le père présidait l'association des usagers de l'administration avec qui nous avons engagé un rapprochement.

Alors il lui a été ouvert le chéquier du contribuable en faisant contrat au fils avec prime d'exclusivité, prêt sans intérêt pour constituer sa société de production, commande miraculeuse etarrêt du rapprochement!

Tous ces faits nous imposent grandes responsabilités et d'écarter tous risques de nous afficher de façon importante sans garantie d'un véritable débat Démocratique sur qui, et investit par qui, est rendue Justice en France.

Il est vrai, nos convictions ne sont pas aussi attrayantes que l'argent du contribuable et ne rapportent rien si ce n'est de mettre en péril nos vies!

L'appareil judiciaire fonctionnaire français est comme une gestapo à l'intérieur de notre état. Il ne rend compte à personne et sa seule justification est son maintien. Sa brutalité odieuse ne peut être décrite, c'est une brutalité muette, sans un mot, avec un mépris de la Vie des êtres qui donne la nausée.

L'appareil judiciaire fonctionnaire prétend ne faire "ni moral, ni philosophie, il fait du droit", le seul problème c'est que la Loi en France, dans le cadre de la procédure, dit tout et son contraire, permettant aux magistrats fonctionnaires son libre choix et de protéger ou jeter en pâture ceux nécessaires à sa survie.

Il est vrai, face à ça, peu d'individus résistent, mais nous savons aussi que nombre de Journalistes français sont conscients du problème.

Nous savons aussi qu'avec la paupérisation de notre Pays, l'arme souveraine n'est pas une censure directe pour un article mais une censure auto-générée par la peur de perte d'une position sociale.

C'est dans ce sens que nous allons nous engager dans des rencontres directement avec les rédactions, les unes après les Autres, sans répondre aux invitations qui nous ont été formulés et qui désigneraient ces Journalistes Courageux à l'étatisme et à son appareil judiciaire fonctionnaire.

Pire, dans les rédactions les postes à responsabilité sont, de plus en plus, dévolus à des gens liés directement à l'étatisme et un Journaliste désigné est un Journaliste dont la Liberté de plume est en péril!

C'est la seule solution qui nous semble aujourd'hui raisonnable, les Journalistes français doivent être protégés et dans le même temps nous devons briser un système qui les transforme en agent de propagande et les maintient par le chantage à soutenir un appareil judiciaire fonctionnaire qui a apporté preuve à multiples reprises de sa soumission à des intérêts contraires à ceux de la Justice.

De façon parallèle nous prenons donc mesures pour enrayer l'expansion de la propagande française vers l'étranger, et engageons étude pour enrayer la main mise sur l'information par des groupes industriels.

***"Il n'est pas de commune mesure entre le Combat Libre
et l'écrasement dans la nuit"
St Exupéry***

pour le Comité National de la Liberté
∞ le coordonnateur

**Déclaration du Comité National de la Liberté concernant la propagande française et la Presse Libre
en date du 4 juin 2004**

Constatant une agence française de propagande issue des confiscations d'un gouvernement de collaboration, propriété immédiatement dévolue pour moitié avec le reich nazi,

Constatant que cette agence française de propagande est devenue à la Libération l'agence France Presse mais que celle-ci a conservé les mêmes modes de fonctionnement de la soumission liés à un budget financé par l'étatisme,

Constatant que depuis la chute du mur de Berlin et la disparition de l'espoir collectiviste, l'étatisme français, pour se maintenir, veut imposer à la société française de se mettre au service d'un étato-capitalisme lui permettant d'obtenir la transformation de la Presse Libre à une soumission d'intérêts conjugués entre les forces économiques assoiffées de puissances et les privilèges issus d'une prétention politique,

Constatant des regroupements multiples où les pressions économiques permettraient de soumettre les Consciences,

Constatant qu'une société de télévision privée a décidé de se mettre au service de l'étatisme et de proposer une schématique schizophrénique où les informations diffusées ne seront pas identiques entre celles dévolues au territoire français et celles dévolues à l'internationale,

Constatant de ce fait une nécessité de signifier qu'il est nécessaire de trouver moyens pour garantir Liberté d'expression et pouvoir s'opposer au risque d'isolement de celui qui se refuserait au silence,

**Extension des personnes morales visées par la Décision n° 6 du 30 mars 1998
qui concerne une demande d'interdiction d'activité aux membres de l'Alliance**

Décision n°29

Au nom des Peuples composant la Nation française,
au nom du Comité National de la Liberté

Vu la Décision n°6 du 30 mars 1998 et son article 3, nous, coordonnateur, publions la Décision ci-après:

Article premier:

Le Comité National de la Liberté a décidé d'étendre sa Décision n°6 aux sociétés ci-après dénommées pour corruption et, ou concussion et, ou trafic d'influence systématique et, ou violence organisée et, ou ingérence dans le Libre destin des Peuples :

F.H.

ainsi que toutes leurs filiales,

article 2 :

La présente Décision sera promulguée au Journal Officiel Français de la Liberté

fait à Paris le 4 juin 2004

